



NEGOCIATIONS CLIMAT

Les enceintes de négociations, les pays et groupes de pays en présence, les principales positions de négociation, les outils du négociateur



SOMMAIRE



1. LES ENCEINTES DE NEGOCIATION

2. LES PARTIES ET GROUPE DE PARTIES EN PRESENCE

3. LES OUTILS DU NEGOCIATEUR

Les enceintes permanentes de négociation



COP - *Conference of the Parties to the UNFCCC* ou Conférence des Parties à la CCNUCC

→ Organe de **décision** de la **Convention climat**, réunissant tous les pays Parties à la Convention. Les **Décisions** de la COP sont numérotées comme suit : **X/CP.Y**

COP/MOP - *Conference of the Parties Serving as the Meeting of the Parties to the Kyoto Protocol* ou Conférence des Parties servant de réunion des Parties au Protocole de Kyoto

→ Organe de **décision** du **Protocole de Kyoto**, réunissant tous les pays Parties au Protocole. Les **Décisions** de la COP/MOP sont numérotées comme suit : **X/CMP.Y**

SBSTA – *Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice* ou Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique

→ Organe de **conseil** de la **COP** ou de la **COP/MOP** sur les **questions scientifiques, technologiques et méthodologiques**. Le SBSTA émet des **conclusions**, qui sont ensuite étudiées par la COP ou la COP/MOP.

SBI - *Subsidiary Body for Implementation* ou Organe subsidiaire pour la mise en œuvre

→ Organe de **conseil** de la **COP** ou de la **COP/MOP** sur les questions relatives à la mise en œuvre de la Convention ou du Protocole. Le SBI émet lui aussi des **conclusions**.

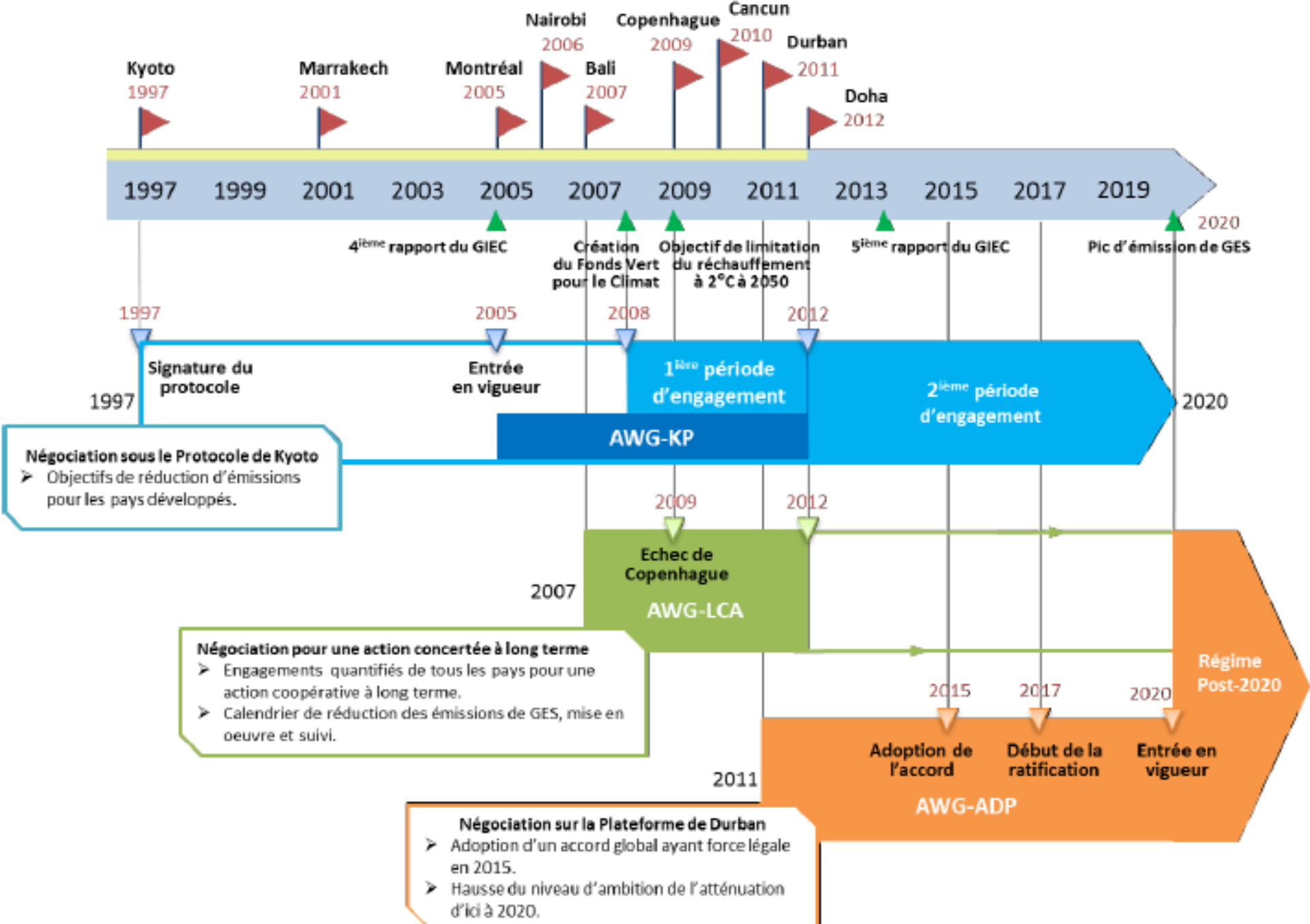
Les enceintes ad hoc de négociation



AWG-KP - *Ad Hoc Working Group on Further Commitments for Annex 1 Parties under the Kyoto Protocol* ou Groupe de travail sur les engagements futurs des Pays Parties à l'Annexe 1 (pays développés) sous le **Protocole de Kyoto** : Créé en **2005** à la **COP11 de Montréal**, il réunissait tous les pays Parties au Protocole de Kyoto et devait traiter des **engagements post-2012 des pays industrialisés**. Ses travaux devaient s'achever à la COP15 de Copenhague en 2009, mais ils ont eux été prolongés jusqu'à la COP18 de Doha en 2012.

AWG-LCA - *Ad Hoc Working Group on Long Term Cooperative Action under the Convention* ou Groupe de travail ad hoc sur l'action coopérative de long terme sous la **CCNUCC** : Créé en **2007** à la **COP13 de Bali**, il réunissait tous les pays Parties à la CCNUCC et devait traiter les 5 « blocs » du Plan d'action de Bali (vision partagée, adaptation, atténuation, transfert technologique, financement) afin de déboucher sur un accord global post-2012. Ses travaux devaient eux aussi se clore à Copenhague, mais ils ont été prolongés jusqu'à Doha.

ADP - *Ad Hoc Working Group on the Durban Platform for Enhanced Action* ou Groupe de travail ad hoc de la **Plateforme de Durban** sur l'action renforcée : Créé en **2011** à la **COP17 de Durban**, il vise à élaborer **d'ici 2015** un « Protocole, un autre instrument juridique ou un résultat convenu ayant force juridique », applicable à toutes les parties à compter de **2020**



Les groupes ponctuels de négociation



Au sein de chaque enceinte de négociation, permanente ou ad hoc, les négociations sont organisées en « **points d'agenda** ».

Un **même sujet** peut-être traité via **plusieurs points d'agenda**. Ci-dessous, exemple du sujet « transfert de technologie » à Doha :

- point 9b de la COP : choix du pays hôte du Centre et réseau des technologies climatiques ;
- point 6 du SBSTA : plan de travail du Comité exécutif de la technologie ;
- point 13 du SBI : plan de travail du Comité exécutif de la technologie ;
- point 13b du SBI : choix du pays hôte du Centre et réseau des technologies climatiques ;
- point 3d de l'AWG-LCA : action renforcée dans le transfert de technologies

De plus, un **même point d'agenda** peut être discuté au travers de **différents groupes ponctuels** : **Groupes de contact formel** (avec présence d'observateurs), **Groupes de contact informel** (sans observateur), « **Spin-Off Group** » (sorte de « mini » groupe de contact informel), « **Drafting Group** » (spin-off group ayant vocation à produire du texte), « **Friends of the Chair** » (petit panel de pays Parties clés pour une négociation donnée, convoqué à la discrétion du Président ou des co-Présidents d'un Groupe de contact)

Organes supports, en dehors des négo



Secrétariat de la CCCNUCC : il **coordonne et organise** les rencontres des différents organes. Il inclus **deux bureaux**, celui de la COP et celui de la COP/MOP, qui sont spécifiquement chargés d'administrer ces deux processus intergouvernementaux.

Comité exécutif du MDP et Comité de supervision de la MOC : sous tutelle de la COP/MOP, ils supervisent l'enregistrement, la validation et la vérification des projets MDP et MOC.

Comité d'observance du Protocole : Sous tutelle de la COP/MOP, avec une branche facilitatrice et une branche coercitive, il est chargé de **faire respecter les engagements** contraignants, voire de **sanctionner** (pénalité de 30% pour les quotas non fournis)

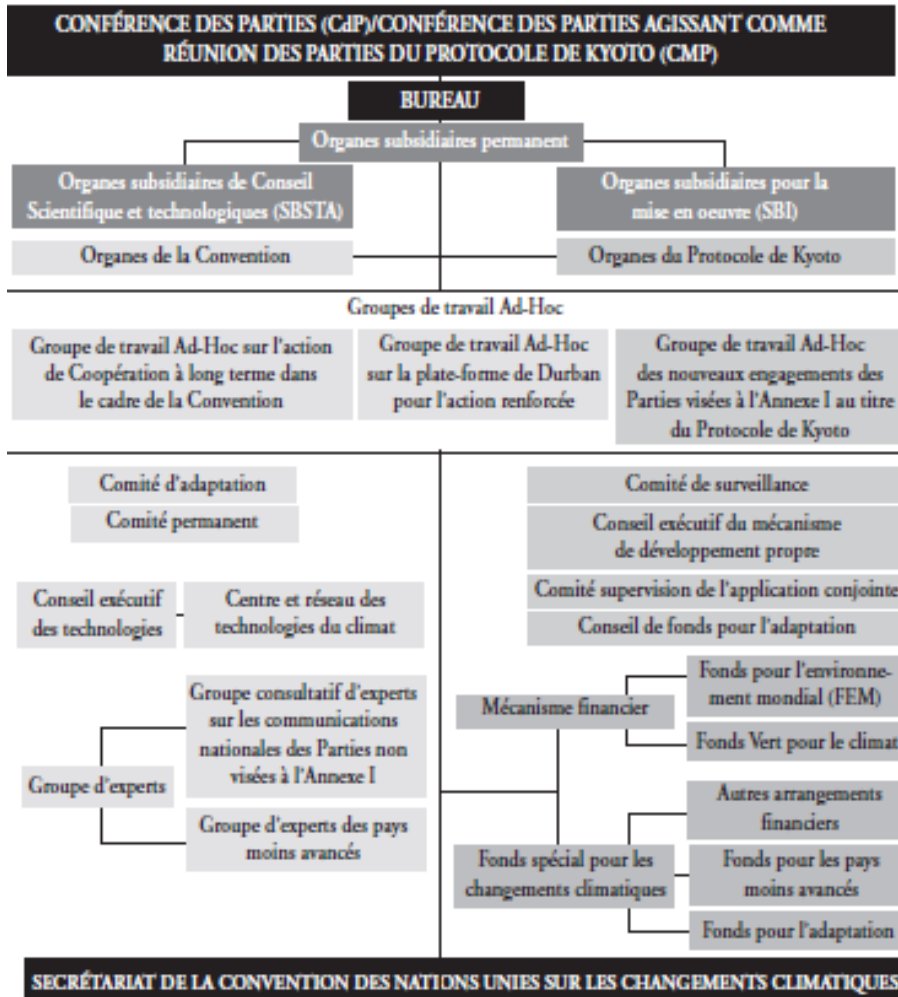
Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) : il contribue à établir la **base scientifique** des changements climatiques, en publiant des rapports d'évaluation des changements climatiques tous les 5 ans, ainsi que des études ad hoc.

Fonds pour l'environnement mondial (FEM) : il existe depuis 1991 et a été désigné comme entité responsable d'**administrer les fonds de la CCNUCC** visant à aider les pays en développement (Fonds pour l'adaptation, Fonds pour les PMA)

Schéma d'ensemble, après Durban



ORGANES DU PROCESSUS DE LA CCNUCC APRÈS LA CONFÉRENCE DE DURBAN



Source : Secrétariat de la CCNUCC.

SOMMAIRE

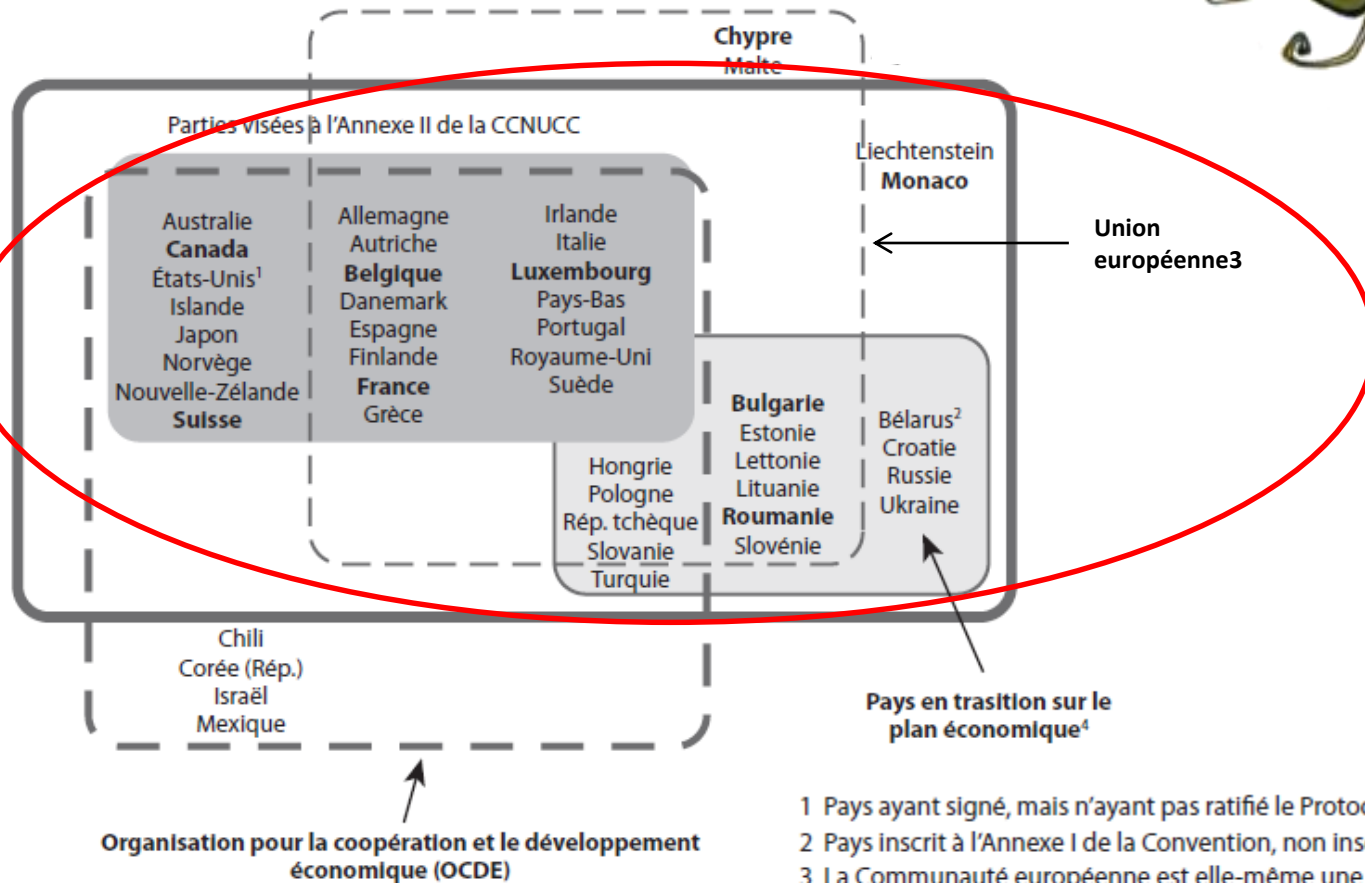


1. LES ENCEINTES DE NEGOCIATION

2. LES PARTIES ET GROUPE DE PARTIES EN PRESENCE

3. LES OUTILS DU NEGOCIATEUR

Les Parties visées à l'Annexe 1 de la CCNUCC



Les 41 Parties visées à l'Annexe 1 de la CCNUCC sont aussi visées à l'Annexe B du Protocole de Kyoto (engagements contraignants), sauf :

- Biélorussie (Décision 10/CMP.2 non adoptée)
- Turquie (Décision 26/CP.7 lui reconnaissant un statut à part)

1 Pays ayant signé, mais n'ayant pas ratifié le Protocole de Kyoto.

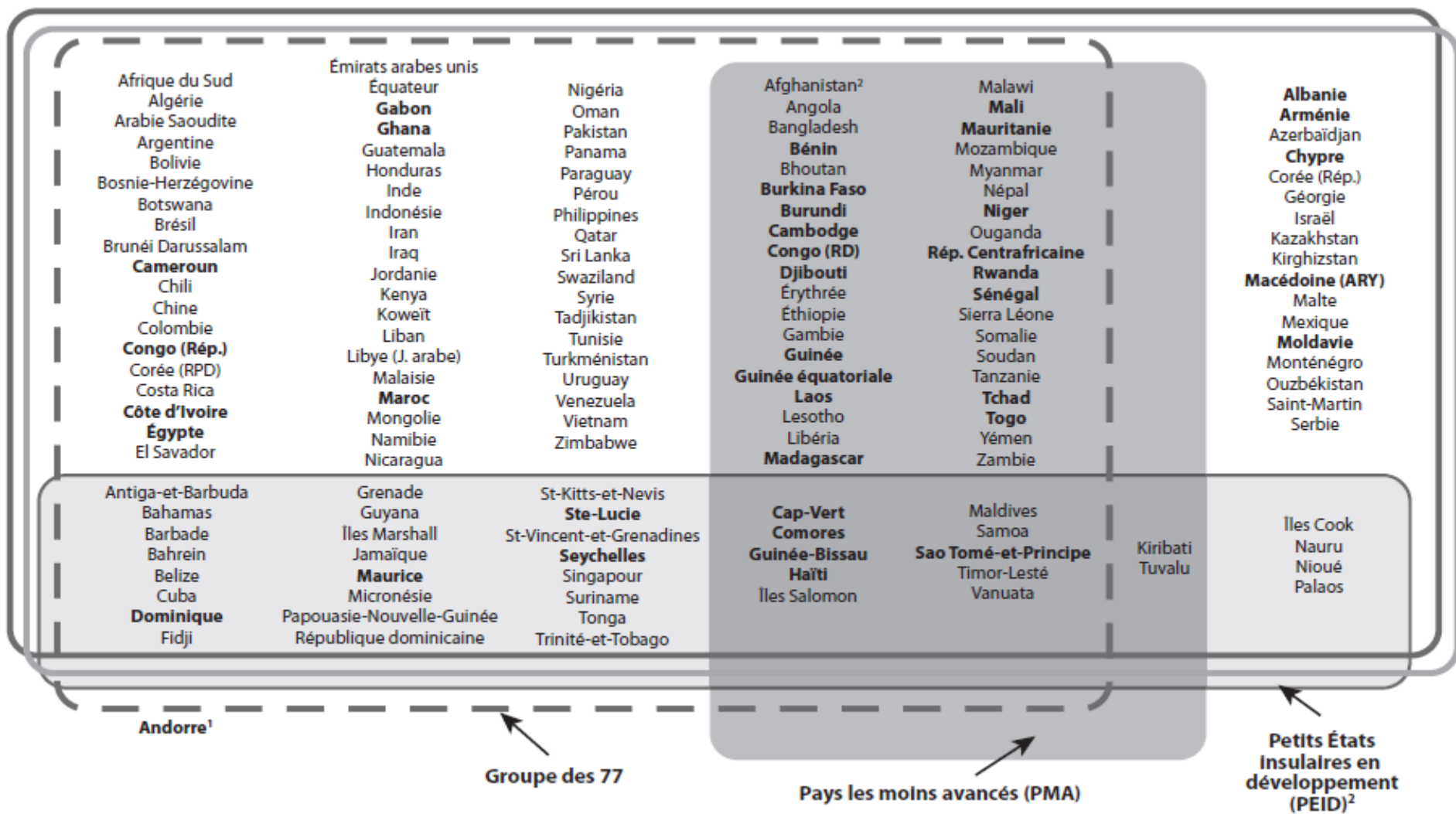
2 Pays inscrit à l'Annexe I de la Convention, non inscrit à l'Annexe B du Protocole de Kyoto.

3 La Communauté européenne est elle-même une Partie inscrite aux Annexes I et II de la CCNUCC.

4 Tel qu'inscrit à l'Annexe I de la CCNUCC.

Nom en caractère gras : Pays membres de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

Les Parties non visées à l'Annexe 1



1 Pays n'ayant pas signé, ni ratifié la CCNUCC.

2 Mis à part le Bahreïn, ces pays sont tous membres de l'Alliance des petits États insulaires en développement (APEID).

Nom en caractère gras : Pays membre (ou membre associé) de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

Les 2 gros « blocs » géopolitiques



→ **152 Parties « non Annexe 1 »**, dont majorité incluse dans le **G77+ Chine** (107 Parties, souvent membres du Mouvement des pays « non-alignés »). Différents « sous-blocs » :

- Pays « **paniqués** » de l'Alliance des petits Etats insulaires : **AOSIS**
- Pays « **subissant** » les pires effets du CC : **PMA** (dont beaucoup sont du **Groupe Afrique**)
- Pays « **sur la défensive** » : **BASIC** = Brésil, Afrique du Sud, Inde, Chine.
- Pays « **francs-tireurs** » de l'Alliance bolivarienne : **ALBA**

→ **41 Parties « Annexe 1 »**, des pays industrialisés quasiment tous dans l'**OCDE*** (28 d'entre eux) et/ou « **économie en transition** » (15 d'entre eux). Différents « sous-blocs » :

- Pays « **passifs** » du **Groupe de l'ombrelle** (USA, Canada, Japon, Russie, Nlle Zélande)
- Pays « **actifs** » du **Groupe de l'ombrelle**, mais à faible poids : Australie, Norvège, Ukraine
- Pays « **les plus actifs** », mais isolés : 27 pays de l'**UE**.

**Chili, Corée du Sud, Israël, Mexique sont dans l'OCDE, mais pas « Annexe 1 »...*

G77 + Chine



→ **Membres** : 130 pays + **Chine** en tant que « **membre associé** »

→ **Points communs** : historiquement, membres du **Mouvement des non alignés** créé lors de la Conférence de Bandung en 1955 : **solidarité et coopération** entre **pays en développement**

→ **Principales positions** :

- Limitation du réchauffement à **+2 °C**, donc stabilisation à 450 ppm.
- Pour les Pays Annexe 1 : **engagements contraignants** selon une approche **top-down**
- Maintien du principe de « **responsabilité commune mais différenciée** » issue de la CCNUCC pour les travaux de la Plateforme de Durban : pression des BASIC pour **éviter les engagements contraignants**
- Plus de **financement** pour l'**adaptation** et les **transferts de technologie**
- Création d'un **mécanisme international sur les pertes et dommages**.

NB : lourdeur du G77+Chine pour prendre des décisions...et parfois des divergences

AOSIS : Alliance des petits Etats insulaires



→ Membres : 39 pays + 4 pays observateurs. 34 sont dans le G77 + Chine et 12 sont PMA.

→ Point commun : menacés à court terme par la **montée des eaux**

→ Principales positions :

- Limitation du réchauffement à **+1,5 °C**, donc stabilisation à 350 ppm.
- Globalement : **-85% d'ici 2050** et **pic d'émissions en 2015**
- Pour les Pays Annexe 1 : **-90% d'ici 2050** et **-45% d'ici 2020**
- Travaux de la Plateforme de Durban : (i) **Accord post-2020** à conclure en 2015, mais aussi (ii) **Rehaussement du niveau d'ambition** de Kyoto post-2012.
- Plus de **financement pour l'adaptation**
- Création d'un **mécanisme international sur les pertes et dommages**.

PMA, Pays les moins avancés



- **Membres** : 49 pays, dont 33 en Afrique (sur 53 pays africains), 15 en Asie et 1 aux Antilles
- **Points communs** : pays pauvres les **moins émetteurs** mais les **plus durement touchés** par les CC
- **Principales positions** :
 - Engagements durcis pour les pays Annexe 1 : **-90% d'ici 2050** et **-45% d'ici 2020**
 - Travaux de la Plateforme de Durban : (i) **Accord post-2020** à conclure en 2015, mais aussi (ii) **Rehaussement du niveau d'ambition** de Kyoto post-2012.
 - Mise en place de **plans d'adaptation à court, moyen et long terme**
 - Accord sur des **financements à long terme** pour l'**adaptation**
 - Création de **centres et réseaux régionaux** pour la mise en œuvre des mesures d'**adaptation**

Groupe Afrique



→ Membres : 53 pays





















→ Points communs : **Groupe régional** découlant du système de **classement officiel** des Nations-Unies (NB : seul Groupe régional fonctionnant comme une coalition politique de négociation), avec des pays pauvres et peu **émetteurs** mais **durement touchés** par les CC

→ Principales positions :

- Engagements durcis pour les pays Annexe 1 : **-40% d'ici 2020**, avec renforcement du mécanisme d'évaluation et d'analyse internationale (IAR)
- Travaux de la **Plateforme de Durban** qui doivent suivre les **5 blocs** du **Plan d'action de Bali**
- Renforcement du Programme de travail de Nairobi sur l'**adaptation** (issu de la COP11, 2006)
- **Meilleur accès** des pays africains aux projets **MDP**

BASIC : Brésil, Afrique du Sud, Inde, Chine 1/3



Nom du pays	Total en millions de tonnes de CO ₂	Part mondiale en %	Tonnes de CO ₂ par habitant	Évolution moyenne (1990-2007)
 Chine	6 071	20,9	4,5	+170,6
 États-Unis	5 769	19,9	19,1	+18,6
 Russie	1 587	5,4	11,2	-27,2
 Inde	1 324	4,5	1,1	+124,7
 Japon	1 236	4,2	9,6	+16,1
 Allemagne	798,4	2,7	9,7	-16
 Canada	572,9	1,9	17,3	+32,5
 Royaume-Uni	523	1,8	8,6	-5,4
 Corée du Sud	488	1,6	10	+113,1
 Iran	466	1,6	6,5	+165,8
 Mexique	438	1,5	4,1	+49,5
 Italie	437	1,5	7,3	+10
 Australie	396	1,3	18,7	+52,5
 Indonésie	377	1,3	1,6	+169
 France	369	1,2	5,8	+4,9
 Arabie saoudite	358	1,2	14,7	+121,7
 Brésil	347	1,1	1,1	+79,8
 Afrique du Sud	345	1,1	7,2	+35,8
 Espagne	344	1,1	7,6	+67,5
 Ukraine	314	1	6,7	-54,4

→ Membres :

4 pays...

Mais 3 milliards d'hab.!

Et 28% des émissions !

BASIC : Brésil, Afrique du Sud, Inde, Chine 2/3



→ **Points communs** : Fondé en novembre 2009, juste avant la **Conférence de Copenhague**, le BASIC réunit 4 grands émergents aux **positions dures (non négociables à Copenhague)**

→ **Principales positions communes** :

- **Responsabilité historique** des pays **Annexe 1** pour le changement climatique : à eux (i) de faire des efforts **en priorité** et (ii) de **financer** les efforts d'adaptation et d'atténuation des PVD
- Travaux de la **Plateforme de Durban** qui doivent démarrer **seulement** lorsque les **engagements** des pays Annexe 1 seront **renforcés** dans le **Kyoto post-2012** et qui doivent suivre les **5 blocs du Plan d'action de Bali**

→ **Principales positions spécifiques pour l'Afrique du Sud** :

- Nécessité de restaurer la **transparence** et la **confiance** dans les débats sur le Kyoto post-2012

→ **Principales positions spécifiques pour la Chine** :

- Engagement volontaire de **-40 à -45%** de son intensité carbone (GES/point de PIB) d'ici **2020** par rapport au niveau de **2005**

BASIC : Brésil, Afrique du Sud, Inde, Chine 3/3



→ Principales positions spécifiques pour le Brésil :

- Engagement volontaire de **-36,1 à -38,9% d'ici 2020** par rapport à un **scénario BaU**
- Les **engagements** des pays Annexe 1 devraient être définis de façon **top down** (en suivant les recommandations du GIEC) et être d'au moins **-40% sur 2013-2017** par rapport à 1990
- Volonté d'un **accord post-2020** avec un « **instrument juridiquement contraignant robuste** »
- Création d'un **mécanisme de compensation pour pertes et dommages**
- **Expansion du MDP** pour relever le niveau d'ambition du Kyoto post-2012
- Financement via **fonds publics** et **mise aux enchères de quotas**...et pas le **marché carbone**, trop **imprévisible**

→ Principales positions spécifiques pour l'Inde :

- Introduction dans les débats sur la Plateforme de Durban du « Principe de **répartition équitable du capital carbone**, suivant les émissions accumulées par habitants »...concept aussi appelé « **dette climatique** » (expliqué en détail dans le diaporama « Bilan de Doha »)

ALBA : Alliance bolivarienne



→ **Membres** : 5 pays clefs (**Bolivie, Cuba, Equateur, Nicaragua, Venezuela**) + pays « sympathisants » (Paraguay, Dominique, etc.)

→ **Points communs** : **Coalition sociale, politique et économique** visant à renforcer la coopération entre **pays socialistes** d'Amérique latine et des Caraïbes et s'opposant à la zone de **libre-échange** entre l'Amérique du Nord et du Sud et à la « **dollarisation** »...d'où le rappel à Simon BOLIVAR, *El Libertador*, qui a libéré les pays latino-américains du joug espagnol.

→ **Principales positions** :

- **+1°C à +1,5°C** de hausse de température, soit stabilisation à **300 ppm**
- Nécessité pour les pays développés de faire **-40 à -50%** d'ici **2017** par rapport à 1990
- Principe de **responsabilité commune mais différenciée** à inscrire partout
- Remise en cause du **multilatéralisme** qui marginalise les peuples : organisation en avril 2010 à **Cochabamba** de la **Conférence mondiale sur le changement climatique et les droits de la Terre-Mère** en avril 2010, après l'échec de Copenhague
- **Exemption de brevets et droits de propriété** sur les transferts de technologies
- **1,5% du PIB** des pays développés dans le **Fonds vert** et « **accès démocratique** » au Fonds

Like Minded Group (« Pays pensant pareils »)



- **Membres** : 18 pays, mais nombre fluctuant : pays du **monde arabe** (dont des pays **OPEP**), **Inde, Chine, émergents d'Asie**, pays de l'**ALBA**, **3 pays africains** (Egypte, **Mali**, Soudan)
- **Points communs** : Groupe créé en 2005 dans le cadre des négociations de l'OMC et « revitalisé » dans les négo climat après une session à Bonn, en mai 2012. Ce groupe inclus des pays aux caractéristiques très différentes.
- **Principales positions** :
 - un axe fort : **équité** et respect du Principe de **responsabilité commune mais différenciée**
 - Sur le reste : **positions encore à éclaircir**

Groupe de l'Ombrelle (*Umbrella Group*) 1/2



→ **Membres** : 9 pays clefs (Australie, Canada, Etats-Unis, Fédé. de Russie, Islande, Japon, Nlle-Zélande, Norvège, Ukraine) + pays « sympathisants ». Composition **fluctuante**.

→ **Points communs** : Pays **OCDE** et inscrits à l'**Annexe 2 de la CCNUCC** (contributeurs au régime climatique) sans être dans l'UE. Ce Groupe se **distend** car certains pays n'ont **pas pris part au Kyoto post-2012** (Etats-Unis, Canada, Fédé. de Russie, Japon, Nlle-Zélande).

→ **Principales positions communes** :

- pas réellement de positions communes, plutôt des **échanges d'information**

→ **Principales positions de la Russie** :

- Négociations à mener via la **Plateforme de Durban**, afin d'avoir un **instrument juridiquement contraignant** réunissant **tous les pays**, notamment les grands émetteur

- **Opposée** au retrait du **statut spécial** de « **pays en transition économique** »

- **Opposée** à la remise en cause des **premiers engagements** pris à Durban sur **Kyoto post-2012**

Groupe de l'Ombrelle (*Umbrella Group*) 2/2



→ Principales positions des Etats-Unis :

- Historiquement **opposé à toute négociation sous la CCNUCC** (« *Le mode de vie américain n'est pas négociable* », Kyoto – 1997)
- **Changement** au G8 d'Heiligendamm, 2007 : **Accord post-2012** à négocier **sous la CCNUCC**
- **+2°C** et accord **légalement contraignant si et seulement si** tous les pays sont couverts (**Chine** en particulier) et qu'il n'y ait **plus de séparation Annexe 1 / non Annexe 1**
- Engagement propre de faire **-17%** d'ici 2020 par rapport à **2005**
- **Opposés** à une approche **top-down** pour fixer les engagements et favorables aux **approches sectorielles** (= fixer des engagements par secteur au niveau mondial, plutôt que par pays)

→ Principales positions du Japon :

- En faveur de **-50%** d'ici 2050
- Négociations à mener via la **Plateforme de Durban**, afin d'avoir un **instrument juridiquement contraignant réunissant tous les pays**
- Favorables à l'**amélioration du MDP**, notamment pour faire des **programmes sectoriels**

UE : Union européenne



→ **Membres** : **28** Etats membres + **Union européenne** (partie à la CCNUCC et au protocole de Kyoto, mais sans droit de vote) + Etats en « **pré-accession** » (Serbie, Monténégro, etc.)

→ **Point commun** : Membres de l'Union européenne et devant **parler d'une seule voix**, même s'il existe parfois des **divergences sous-jacentes**

→ **Principales positions** :

- Limitation du réchauffement à **+2 °C**, donc stabilisation à 450 ppm.

- **Engagement unilatéral** de **-20%** d'ici 2020 par rapport à 1990, **-30%** en cas d'accord **multilatéral** (engagement des Etats-Unis et des grands émergents)

- **Opposée** à l'introduction de la **dichotomie Annexe 1 / non Annexe 1** de la CCNUCC dans les travaux de la Plateforme de Durban

- Plateforme de Durban : (i) **Accord post-2020** à conclure en 2015, mais aussi (ii) **Rehaussement du niveau d'ambition** de Kyoto post-2012.

Groupes focalisés sur des sujets particuliers



- **Coalition des pays avec des forêts pluviales (« Rainforest Coalition Alliance »)** : 32 pays d'un peu partout dans le monde (dont **Ghana** et **Nigeria** dans l'espace CILSS/CEDEAO). Formation en **2005** sous l'impulsion de la **Papouasie Nouvelle-Guinée**. Objectif : faciliter la mise en œuvre rapide du **REDD+**
- **Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC)** : **10** pays du Bassin du Congo. Création de la COMIFAC en **2005**. Objectif : influencer la mise en œuvre du **REDD+**, pour que les pays à **forte couverture forestière et faible taux de déforestation** y soient bien considérés
- **Groupe de négociation latino-américain sur les puits de carbone (GRULAC)** : une **quinzaine** de pays latino-américains (sans le Brésil généralement). Création en **2001**, au moment des négociations LULUCF, lors de la COP7 de Marrakech. Objectif : favoriser la mise en place de projets **MDP LULUCF** (initialement) et d'activités **REDD+** (actuellement)
- **Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)** : **12** pays du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Amérique latine...Surtout représentée par l'**Arabie-Saoudite**. Objectif : obtenir des **compensations** pour les pertes (**Spill-Over Effects**) causées par les mesures d'atténuation

SOMMAIRE



1. LES ENCEINTES DE NEGOCIATION

2. LES PARTIES ET GROUPE DE PARTIES EN PRESENCE

3. LES OUTILS DU NEGOCIATEUR

Avant les négo : Papiers de position



Titre	Papier de position REDD+ pour AWG-LCA9
Point d'agenda	Paragraphe 1(b) (iii) de la feuille de route de Bali
Date	28 mai 2010
Contexte	Point à l'ordre du jour de l'AWG-LCA depuis la 13 ^{ème} Conférence climat de Bali en Décembre 2007 (voir document « <u>récap</u> »)
Action requise	Pour discussion et adoption par points focaux COMIFAC

1. → **Contexte** : Le paragraphe 6 de l'Accord de Copenhague dit qu'un mécanisme REDD+ doit être mis en place immédiatement. Pour l'instant, les contours de ce «mécanisme REDD+» sont a priori ceux définis par le «non papier REDD+», inclus dans le rapport de la 8^{ème} session de l'AWG-LCA de Copenhague. A Bonn, la Présidente de l'AWG-LCA devrait présenter un nouveau texte, sur la base de ce rapport de la 8^{ème} session. ¶
2. → **Objectif de la COMIFAC pour le sujet REDD+ sous AWG-LCA9** : Veiller à ce que les points acceptables par la COMIFAC du «non papier REDD+» soient conservés dans le nouveau texte de la Présidente de l'AWG-LCA et, à l'inverse, que les points non acceptables soient évacués. ¶
3. → **Objectifs spécifiques** ¶
 1. → Conserver le 1^{er} article sur les «principes», en veillant à ce que soit précisé le concept de «paiement pour résultat» énoncé au 1.k) (en disant que les résultats peuvent être mesurés sur la base de TeCO2 évitées OU de «proxies») ¶
 2. → Conserver le 2^{ème} article sur les «gardes-fous», en indiquant par rapport aux points 2.c) et 2.d) sur les droits des peuples autochtones : que les constitutions des pays de la COMIFAC ne font pas une distinction particulière entre citoyens, partant du principe qu'ils sont tous égaux en droits et en devoirs [...] ¶
4. → **Ligne rouge** : Sur l'article 2 «garde-fous», indiquer très clairement que les pays de la COMIFAC ne peuvent pas accepter l'idée que les financements REDD+ soient conditionnés à ces gardes-fous. Si blocage, indiquer que les mêmes gardes-fous doivent s'appliquer en intégralité aux pays développés, dans le cadre de leurs engagements LULUCF (ceci sera a priori inacceptable - au minimum - pour Australie, Canada, Etats-Unis et Nouvelle-Zélande). ¶

Avant les négo : Soumissions et *Statements*

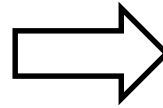


PAPER NO. 9: GABON ON BEHALF OF CENTRAL AFRICAN REPUBLIC, CAMEROON, CONGO, EQUATORIAL GUINEA, DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO AND GABON

United Nations Framework Convention on Climate Change

- SBSTA 25 -

Agenda Item #5 : Reducing Emissions from Deforestation in Developing Countries.

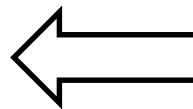


Soumission : invitation faite par le SBSTA, avec deadline **en amont** d'une session de négo. Permet de faire passer des **idées détaillées par écrit**

Submission of Views of the Congo Basin Countries

The following views are submitted by the Congo Basin Countries meeting as part of the Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC), consistent with the 1999 Declaration of the Heads of States, known as the 'Déclaration de Yaoundé' and related to the conservation and sustainable management of forest ecosystems in Central Africa.

Statement : déclaration préparée **en amont** d'une session de négo et lue en session, généralement en plénière (COP, COP/MOP, SB) Permet de faire passer des **idées clefs par oral**



M. le Président, ¶

C'est un plaisir de vous voir présider à nouveau les travaux du AWG-LCA. Les pays du bassin du Congo sont heureux de travailler avec vous sur ce point clé pour leur développement et pour la lutte collective contre le réchauffement climatique. ¶

La République Démocratique du Congo intervient au nom des pays de la COMIFAC (Cameroun, Gabon, République du Congo, République Démocratique du Congo, République Centrafricaine, Guinée Equatoriale, Tchad, Rwanda, Burundi, Sao Tome et Principe). Cette intervention porte sur le point 6 « Réduction des Emissions liées à la Déforestation et à la Dégradation de la forêt dans les pays en développement » : Approche pour stimuler l'action. ¶

La COMIFAC souhaite que le SBSTA se saisisse des quatre programmes de travail proposés par le texte de l'AWG-LCA de Copenhague, à savoir l'étude sur les facteurs de déforestation et de dégradation, les modalités du MRV carbone, du MRV des financements et les modalités de mise en œuvre des stratégies nationales. ¶



Pendant les négociations : décryptage in situ



Bulletin des Négociations de la Terre

OS 38
#2

Un service d'information sur les négociations de développement et d'environnement

En Ligne sur <http://www.iisd.ca/climate/sb38/>

Vol. 12 No. 570

Publié par l'Institut International du Développement Durable (IIDD)

Mardi 4 juin 2013

CONFERENCE DE BONN SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE LUNDI 3 JUIN 2013

La Conférence de Bonn sur le changement climatique a démarré ses travaux lundi. Les séances plénières d'ouverture de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) et de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA) ont eu lieu dans la matinée et dans l'après-midi.

SBI

QUESTIONS D'ORGANISATION: Ouvrant la session, Thomasz Chruszczow (Pologne) Président du SBI, a exhorté les Parties à regarder l'horizon 2015 et a souligné que le SBI «doit faire des progrès ici et maintenant».

Christiana Figueres, Secrétaire exécutive de la CCNUCC, a félicité les Emirats arabes unis en tant que première Partie à ratifier l'amendement Doha au Protocole de Kyoto, et a encouragé les autres Parties à suivre cet exemple, notant que

BIELORUSSIE et l'UKRAINE se sont opposées à cette demande. Le Président Chruszczow a suspendu la séance en exhortant les Parties à poursuivre les discussions.

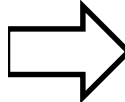
SBSTA

QUESTIONS D'ORGANISATION: Le Président du SBSTA, Richard Muyungi (Tanzanie) a ouvert la réunion. Les Parties ont ensuite adopté l'ordre du jour et l'organisation des travaux (FCCC/SBSTA/2013/1).

DECLARATIONS LIMINAIRES: Fidji, au nom du G-77/Chine, a souligné, entre autres, que les lignes directrices pour les rapports biennaux de mise à jour (BUR) devraient s'appuyer sur les systèmes et les capacités nationales existantes, et permettre une utilisation volontaire au niveau inférieur, de la vérification par une tierce partie indépendante.

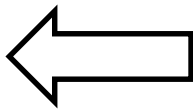
L'UE a appelé à des progrès sur tous les points de l'ordre du jour du SBSTA, en particulier sur l'agriculture en tant qu'un secteur où l'on s'attend à des avancées autant sur la question d'atténuation que d'adaptation.

Le Swaziland, au nom du GROUPE AFRICAIN, a mis



Bulletin des négo de la terre (IISD) : gratuit, distribué quotidiennement (tous les matins) en français. **Synthèse complète des négo dans un style neutre**

ECO (Réseau action climat des ONG) : gratuit, distribué quotidiennement (tous les matins) en français. **Synthèse moins complète des négo, mais dans un style plus journalistique et plus accessible**



NEGOCIATIONS CLIMAT DURBAN NOV/DEC 2011 LETTRE DES ONG

éco

EDITION FRANCOPHONE



ECO est publié par les organisations non gouvernementales depuis la Conférence de Stockholm sur l'environnement en 1972. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à COP17 - MOP 7, Durban, Nov-Décembre 2011. Pour recevoir ECO directement par email chaque matin lors des négociations : envoyez un email vide à ecodiffusion-subscribe@rac-f.org

CELA PARAIT TOUJOURS IMPOSSIBLE JUSQU'À CE QUE CE SOIT FAIT

Ministres et Délégués,
Les jeunes qui arpentent les couloirs de l'ICC hier étaient à la recherche de leur avenir. L'avenir d'un système basé sur des règles, juste et multilatéral. Cet avenir peut commencer aujourd'hui. Il semble que l'on soit en train de basculer du

Ministres, il vous revient de répondre à la demande de la société civile mondiale pour une action efficace maintenant dans vos délibérations finales à huit clos. Et ne permettez ni aux US ni à d'autres de faire blocage. Durban ne peut pas accoucher d'un nouveau

Merci à toi Afrique du Sud
ECO souhaiterait féliciter l'Afrique du Sud pour son organisation de haut niveau pour cette COP 17. Ici à Durban nous avons eu droit à une centre de conférence bien situé, à des coûts de transport et une empreinte carbone réduits et des transports efficaces et sans embouteillages. Les personnes qui travaillaient sur place et le secrétariat ont été efficaces et aimables durant cette rencontre.



Pendant les négo : organisation du temps 1/2



Négo : **très intenses**.... sessions **nombreuses** et qui se **chevauchent** (handicap pour les petites délégations)...**coordinations** intra-groupes (G77+Chine, PMA, Groupe Afrique, etc.) à faire **rapidement et fréquemment** (plusieurs fois par jour)...textes de négo qui **évoluent en temps réel** (nouvelles versions imprimées toutes les nuits et publiées chaque matin)

→ Agenda quotidien type :

8h à 10h : réunions de **coordination** Groupe Afrique, groupe PMA, G77+Chine ;

10h à 13h : **négo**. (en plénière, groupe de contact, *spin-off group*, *drafting group*, etc.)

13h à 15h : pause avec éventuellement (i) **échanges de couloir** entre négociateurs africains si des enjeux nouveaux apparaissent ou (ii) **rencontres** avec d'autres **pays ou groupes de pays** pour coordonner des positions communes ou (iii) **rencontres** avec des **ONG ou PTF**

15h à 18h : **négo**, idem que dans la matinée de 10h à 13h ;

18h à 20h : réunions de **débriefing** du Groupe Afrique, groupe PMA, G77+Chine.

Réussir à suivre les négo. et s'y faire entendre → être **PERSEVERANT** et extrêmement **ORGANISE**.

Pendant les négo : organisation du temps 2/2



(Proposition) Tôt le matin (vers 7h30),
coordination espace CILSS/CEDEAO :

(i) lecture de l'agenda du jour et
partage du groupe dans les sessions
de négo parallèles (afin d'être partout),

(ii) **débriefing** sur les avancées des
différents thèmes en négo la veille,

(iii) **préparation/réajustement des
positions** à défendre le jour même
(avec *speaking points* et identification
du porte-parole si prise de parole), en
fonction des **nouveaux textes** de négo
imprimés durant la nuit,

(iv) identification des **contacts** à
prendre avec certains pays ou groupes
de pays pour créer des **alliances**



UNITED
NATIONS

Monday, 3 June 2013



United Nations
Framework Convention on
Climate Change



Bonn Climate Change Conference - June 2013
SBSTA 38, SBI 38, ADP 2-2
Bonn, 3 June - 14 June 2013

Daily Programme

Plenary meetings

Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice (SBSTA)
(Open meeting)

10.00-13.00

[1st meeting](#)

Saal Bonn

1. Opening of the session
[Item 1 of the provisional agenda]
2. Organizational matters
[Item 2 of the provisional agenda]
 - (a) Adoption of the agenda
[Item 2 (a) of the provisional agenda]

➔ maintien permanent du contact par SMS entre négociateurs (pour indiquer les changements de salle, suspensions de séance, incidents de séance, etc.) ;

Pendant les négo : organisation de l'équipe



Pour compenser la petitesse des délégations de négo, il faudrait idéalement développer :

ECOUTE : atmosphère d'écoute et de respect mutuel dans les échanges

ASSIDUITE : négociateurs assidus aux réunions de coordination, malgré des agendas chargés, entre réunions du Groupe Afrique, PMA, G77+Chine, etc.

SOLIDARITE : les négociateurs expérimentés partagent cette expérience au profit du groupe

VOLONTE : les négociateurs récents dans le processus font les efforts pour se mettre à niveau

VISIBILITE : le groupe se divise en sous-groupes, afin d'être représenté partout (si possible)

ANTICIPATION : les papiers de position et les déclarations sont préparés avant les négo, ce qui permet au Groupe CILSS/CEDEAO de se positionner comme un interlocuteur clef

COORDINATION : des leaders naturels, expérimentés dans les négo, prennent les choses en main, créent la convivialité nécessaire au succès du Groupe et le pilote efficacement. Le Consultant facilite les réunions, prépare des notes, mémos, analyses afin d'appuyer le Groupe



SalvaTerra
Bureau d'études en environnement, forêt
agriculture et développement rural
6 rue de Panama
75018 Paris | France
Email : info@salvaterra.fr
Tel : +33 6 66 49 95 31
www.salvaterra.fr

Merci pour votre aimable attention !

